

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 5 avril 2023

DATE DE PUBLICATION : 14 avril 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le 13 avril, à 19h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - M. MALGHI - Mme BRANDON -M. KHALID - Mme RASAMOELY – Mme SOW – M. JOLIVET – Mme HENRY – M. LALOT - M. RENOUF – M. TAVARES - Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – Mme PRIEUX

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PASCAUD à M. DEMAUMONT
- M. BA à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme BAYRAM à M. MALGHI
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme MOUTAUX à M. RAMBAUD
- Mme TORRES à M. KHALID
- M. TOUANE à Mme PHESOR
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- M. BALABAN à M. JOLIVET

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme SOW

**OBJET :**  
**Mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emploi des**  
**puéricultrices**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 13 avril 2023

**Objet :**  
**Mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emploi des**  
**puéricultrices**

**Directeur de secteur** : SURIEU Laurence

**Service** : Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par** SURIEU Laurence

**Mme HEUGUES** : Depuis le 1er janvier 2017, le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) s'impose à tous les agents territoriaux et peut être étendu aux agents de droit public.

Il est aujourd'hui proposé de l'instaurer pour le cadre d'emplois de puéricultrice, afin de pouvoir attribuer un régime indemnitaire à un agent qui sera prochainement recruté.

Pour rappel, le RIFSEEP se compose de deux parties :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA : facultatif)

Il a pour finalité de :

- prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- donner une lisibilité et davantage de transparence ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité ;
- fidéliser les agents ;
- favoriser une équité de rémunération entre filières.

### 1. **Bénéficiaires**

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public sur emploi permanent exerçant les fonctions du cadre d'emploi concerné.

Les cadre d'emploi concernés par le RIFSEEP sont :

- Les attachés territoriaux
- Les assistants territoriaux socio-éducatifs
- Les médecins territoriaux
- Les bibliothécaires territoriaux
- Les cadres de santé
- Les ingénieurs territoriaux
- Les infirmiers en soins généraux
- Les psychologues territoriaux
- Les éducateurs de jeunes enfants
- Les auxiliaires de puériculture
- Les conseillers territoriaux des APS
- Les rédacteurs territoriaux
- Les assistants territoriaux de conservation du patrimoine
- Les techniciens territoriaux

- Les éducateurs territoriaux des APS
- Les animateurs territoriaux
- Les auxiliaires de soins
- Les adjoints administratifs territoriaux
- Les ATSEM
- Les opérateurs territoriaux des APS
- Les adjoints territoriaux d'animation
- Les adjoints techniques territoriaux
- Les agents de maîtrise territoriaux
- Les adjoints territoriaux du patrimoine
- **Les puéricultrices**

## **2. L'IFSE (l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)**

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
  - Taux d'encadrement
  - Niveau de responsabilité
  - Gestion budgétaire
  - Adjoint de service
  - Missions de coordination
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
  - Technicité élevée requise
  - Connaissances spécifiques
  - Maîtrise de logiciels métiers
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
  - Responsabilité financière

**Pour le grade des puéricultrices, il est proposé de fixer les groupes de fonctions, de répartir les postes de la collectivité au sein de ces groupes et de retenir les montants annuels suivants :**

Groupes de fonction	Fonctions / postes de la collectivité	Montants maximum annuels de l'IFSE
<b>Puéricultrice</b>		
Groupe 1	Direction d'une structure	19 480 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une structure	15 300 €

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- Ancienneté sur le poste
- Effort de formation et d'actualisation des connaissances
- Aisance dans la pratique professionnelle

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;

- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion ;
- dans le cas d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

#### **Périodicité du versement de l'IFSE :**

L'IFSE est versée mensuellement.

#### **Modalités de versement de l'IFSE :**

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

#### **Les absences**

- **Congés annuels** : maintien de l'IFSE dans les mêmes conditions que le traitement
- **Congés de maternité, de paternité et d'adoption** : maintien de l'IFSE dans les mêmes conditions que le traitement
- **Congé de maladie ordinaire** :
  - maintien de l'IFSE pendant 3 mois de congé de maladie ordinaire (lissant sur les 12 derniers mois)
  - abattement de l'IFSE de 50 % après 90 jours de congé de maladie ordinaire (lissant sur les 12 derniers mois)
- **Arrêt de travail survenu suite à un accident de travail** : maintien de l'IFSE les 3 premiers mois de l'arrêt, puis suppression à l'issue.
- **Congé longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie** : suspension de l'IFSE.
- **Temps partiel thérapeutique** : proratisation de l'IFSE en fonction du pourcentage de temps partiel souhaité par l'agent

#### **Exclusivité :**

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

#### **Attribution :**

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

### **3. Le Complément indemnitaire**

Un complément indemnitaire peut être versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent appréciée lors de l'entretien professionnel. Il est déterminé en tenant compte des critères suivants:

- Assiduité
- Manière de servir
- atteinte des objectifs

**Etant donné la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE, les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit pour le grade de puéricultrice :**



Groupes de fonction	Fonctions / postes de la collectivité	Montants maximum annuels de CIA
Puéricultrice		
Groupe 1	Direction d'une structure	3 440 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une structure	2 700 €

**Périodicité du versement du complément indemnitaire :**

Le complément indemnitaire est versé mensuellement.

**Modalités de versement :**

Le montant du complément indemnitaire est proratisé en fonction du temps de travail.

**Les absences :**

- **Congés annuels** : maintien du CIA dans les mêmes conditions que le traitement
- **Congés de maternité, de paternité et d'adoption** : maintien du CIA dans les mêmes conditions que le traitement
- **Congé de maladie ordinaire** :
  - maintien du CIA pendant 3 mois de congé de maladie ordinaire (lissant sur les 12 derniers mois)
  - abattement du CIA de 50 % après 90 jours de congé de maladie ordinaire (lissant sur les 12 derniers mois)
- **Arrêt de travail survenu suite à un accident de travail** : maintien du CIA les 3 premiers mois de l'arrêt, puis suppression à l'issue.
- **Congé longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie** : suspension du CIA.
- **Temps partiel thérapeutique** : proratisation du CIA en fonction du pourcentage de temps partiel souhaité par l'agent

**Exclusivité :**

Le complément indemnitaire est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

**Attribution :**

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n°2006-1397 du 17 novembre 2006 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de garde champêtre, d'agent de police municipale, de chef de service de police municipale et créant le régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois de directeur de police municipale ;

**Vu** le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité ;

**Vu** le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;

**Vu** le décret n° 2020-182 DU 27 février 2020 relatif au régime Indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

**Vu** l'arrêté du 27 août 2015 fixant la liste des primes et indemnités relevant des exceptions au principe selon lequel le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir ;

**Vu** l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps des d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014;

**Vu** le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014;

**Vu** l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

**Vu** l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

**Vu** l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;

**Vu** l'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** la délibération du 18 décembre 2017 relative à la mise à jour du Régime Indemnitaire

**Vu** la délibération du 9 avril 2018 portant mise à jour du régime indemnitaire

**Vu** la délibération du 3 novembre 2020 portant modification des règles de versement du régime indemnitaire

**Vu** la délibération du 1<sup>er</sup> juin 2021 portant mise à jour du régime indemnitaire

**Vu** la délibération du 29 juin 2022 portant mise à jour du régime indemnitaire

**Vu** l'avis du Comité Technique;

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**DECIDE** de mettre en place le RIFSEEP, soit l'IFSE (Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et le CIA, dans les conditions et dans la limite des plafonds cités ci-dessus pour le grade suivant :

- Puéricultrice.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>33</b>	
Votes pour	<b>33</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

.....  
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

